

Devant le tollé provoqué par son parti-pris anti-Brexit, France Info essaie de se justifier, et... en rajoute une couche





Campagne médiatique anti-Brexit : devant le tollé provoqué par son parti-pris anti-Brexit, France Info essaie de se justifier, et... en rajoute une couche. Une analyse d'Aurélien Laurenceau, adhérent UPR depuis 2012.

Devant la levée de boucliers des auditeurs ayant critiqué la partialité de Radio France quant à la couverture du référendum britannique sur le Brexit, France Info a récemment organisé une émission pour se justifier. On peut réécouter cette petite émission de 7 minutes en compagnie du médiateur de la radio, en cliquant ici : <http://mediateur.radiofrance.fr/r.../brexit-parti-pris-medias/>.

Comme chacun pourra le constater, cette émission auto-justificatrice a consisté en réalité à... rajouter encore une couche de parti pris sur le sujet !

Devant les omissions nombreuses, et devant l'argument de la journaliste Isabelle Labeyrie affirmant que 52% des Britanniques « ne comprennent rien à ce qu'ils ont voté », il convient d'en revenir aux faits, rarement évoqués sur les ondes.

Le premier fait, c'est qu'aucun média n'a insisté sur la raison principale qui a poussé les Britanniques hors de l'UE : la souveraineté.

Les sondages montrent en effet qu'une majorité de nos voisins d'Outre-Manche ont tout simplement souhaité que leurs lois soient votées dans leur pays plutôt que dans un ensemble de pays aux intérêts divergents.

Selon un sondage post-électoral réalisé sur un échantillon très important de 12 369 votants, la souveraineté du parlement britannique a en effet été le premier motif du vote pour 49% des sondés, le contrôle de l'immigration n'arrivant qu'en deuxième position et pour 33% des sondés [<http://lordashcroftpolls.com/.../how-the-united-kingdom-vote.../>]).

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Du reste, le film « Brexit, the movie » - que l'UPR a sous-titré en français - qui a connu un très grand succès Outre-Manche, n'évoque quasiment pas, en 1heure et 11 minutes, la question de l'immigration.

Partant ainsi de prémisses erronées, cette brève émission de France Inter de 7 minutes a été un tel festival de contre-vérités qu'il est salutaire de procéder ci-dessous à une retranscription des moments les plus emblématiques, assortis de quelques commentaires permettant d'exercer le droit de réponse refusé aux auditeurs.

NOTA

Bruno Denaes est le médiateur de Radio France, qui reçoit les courriers des auditeurs.
Isabelle Labeyrie est chef du service monde de France Info, elle répond aux questions de Bruno Denaes.

1er EXTRAIT DE L'ÉMISSION

2'50 : Bruno Denaes : « Plusieurs auditeurs s'attaquent également à la présentation des conséquences du Brexit : "vous n'avez présenté que les aspects négatifs et non les bienfaits", écrit Jean. Alors en étant peut-être un peu provocateur, je dirais, il y en a des bienfaits ? » [Rire du médiateur...]

2'57 : Isabelle Labeyrie : « Alors, ce que je peux vous répondre, c'est qu'il est très difficile de mesurer les conséquences de ce Brexit. [...] Pendant la campagne, les deux camps ont multiplié les arguments, prévisions et chiffres qui se sont tous révélés plus faux les uns que les autres. Par exemple, un des arguments majeurs du camp du Leave, c'était de promettre qu'en cas de Brexit le pays retrouverait chaque semaine 435 millions d'euros [...] et que cet argent servirait à financer le système de santé publique. Sauf que le lendemain du vote, Nigel Farage [leader UKIP, parti pro-indépendance] a lui-même dit que c'était une erreur, qu'il ne pouvait pas garantir aux Anglais que cette somme leur reviendrait. C'était censé être un des arguments du Brexit, et l'argument a volé en éclat en fait. »

Commentaires

=> Premièrement, ce que la journaliste présente comme un « faux argument » - les 435 millions par semaine – n'est en réalité pas faux en substance ; il n'est faux que dans le montant avancé, qui est exagéré. Les 435 millions d'euros par semaine sont un montant « brut », qui ne prend pas en compte les subventions de l'UE ni le rabais britannique.

Reste que l'argument est tout à fait valable sur la base du montant net. En pratique, le Royaume-Uni est contributeur net au budget de l'UE d'environ 150 millions d'euros par semaine (et non de 435) ; une fois le Royaume-Uni sorti de l'UE, le futur gouvernement britannique pourra donc déterminer où iront les 7,3 milliards d'euros qui seront ainsi économisés annuellement (en net).

Seulement voilà : la journaliste Isabelle Labeyrie a préféré faire croire aux auditeurs que l'argument était faux dans sa globalité, plutôt que de rappeler le montant des contributions nettes par pays.

Il aurait été pourtant du plus haut intérêt que les auditeurs apprennent de la bouche d'Isabelle Labeyrie que le Royaume-Uni est bel et bien contributeur NET à l'UE à hauteur de 7 milliards € par an, tout comme la France (dont la contribution NETTE est de l'ordre de 8 à 9 milliards), tandis que le premier bénéficiaire NET de l'UE est la Pologne, qui reçoit chaque année 16 milliards d'euros de plus que ce qu'elle a versé.

Les lecteurs attentifs auront compris au passage le malaise des européistes. En termes financiers, le départ du Royaume-Uni signifie en effet :

- d'une part que la Commission européenne n'est pas en position de force dans les négociations de sortie du Royaume-Uni ;
- d'autre part qu'il va falloir à terme que les 27 États restant dans l'UE se mettent d'accord pour combler le manque à gagner de 7 milliards € provoqué par le départ du Royaume-Uni.

Cela ne pourra se faire que de deux façons : soit en augmentant les dotations des autres États membres au budget

On imagine à l'avance les blocages et la foire d'empoigne générale qui vont surgir dans ce grand marchandage pour déterminer qui paiera quoi en plus, et qui recevra moins de quoi ... Notons que tout cela risque fort d'accélérer l'envie d'autres pays contributeurs à quitter le navire européen en perdition.

=> Deuxièmement, quand un journaliste affirme qu'il agit de façon professionnelle et « neutre », la moindre des choses, dans un cas comme celui-là, est qu'il ait le souci de présenter les exagérations de chaque camp.

Or cela n'a pas été le cas.

Corrigeons donc cet « oubli », en rappelant que la campagne pro-UE visait à effrayer les électeurs qui osaient défier l'ordre établi : le premier ministre David Cameron a voulu terrifier les électeurs tentés de voter Brexit en les menaçant rien moins que d'une 3ème guerre mondiale.

Après avoir lui-même promis et organisé le referendum pour un motif purement électoraliste, ce genre d'argument donne une idée de l'irresponsabilité du personnage.

On peut aussi citer l'exploitation médiatique intense qui eut lieu après l'assassinat mystérieux de Jo Cox, alors que la campagne était officiellement suspendue (cf. <https://www.upr.fr/.../assassinat-de-jo-cox-brexit-mise-garde...>).

Notons que cette tragédie a été exploitée de façon abjecte par les pro-UE et leur a permis in extremis de remonter sérieusement leur retard, comme on peut le voir sur les sondages du « poll of polls » du Financial Times [<https://ig.ft.com/sites/brexit-polling/>]).

Les européistes ont aussi tenté d'effrayer les étudiants Erasmus, en leur faisant croire que la sortie du Royaume-Uni de l'UE les empêcherait d'aller étudier à l'étranger. Ils cachaient le fait que la Suisse ou la Turquie (non membres de l'UE) font pourtant partie des échanges Erasmus, et ils occultaient le fait qu'il suffit que chaque partie soit de bonne foi pour trouver un accord sur ce genre de sujets (idem pour le franchissement des frontières entrées sans visa, etc.)

Et que dire des déclarations de Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen, qui osa affirmer sans rire, dans le journal populaire allemand Bild, « qu'en tant qu'historien », il craignait « que le Brexit puisse marquer non seulement le début de la destruction de l'UE mais aussi de la civilisation occidentale » ?

(<http://www.lexpress.fr/.../pour-donald-tusk-en-cas-de-brexit-...>) ?

Force est donc de constater que la journaliste Isabelle Leymarie, prompte à dénoncer l'argument financier des pro-Brexit qui n'était pas faux en substance mais en montant, n'a pas jugé utile de rappeler tous ces arguments honteux des pro-UE, qui étaient quant à eux faux dans leur totalité et profondément indignes d'un débat démocratique, rationnel et serein.

Certains soutiens du Brexit ont d'ailleurs utilisé le terme évocateur de « Project Fear » (« Projet Terreur ») pour décrire la campagne médiatique anti-Brexit qui a envahi nos écrans.

Notons que ce traitement médiatique n'est pas sans conséquence : la peur et l'incertitude, dans un monde où le premier pouvoir est devenu médiatique, peuvent suffire à déstabiliser des économies.

2ème EXTRAIT DE L'ÉMISSION

4'00 : Bruno Denaes : « Il est également reproché aux journalistes d'avoir traité de populistes les pro-Brexit. Le populisme, ça se fonde sur l'exploitation des peurs, le nationalisme, le repli sur soi. Est-ce ce que vous avez constaté quand vous vous êtes rendue sur place ? »

-Isabelle Labeyrie : « Oui, oui [...] j'ai entendu un nombre incalculable d'Anglais m'expliquer que non ils n'étaient pas racistes, mais que les immigrés étaient trop nombreux, qu'ils prenaient leur travail et pesaient sur le système de santé [...] ce sont vraiment ces arguments que les pro-Brexit ont mis en avant. Ils ont dit que, s'ils gagnaient, ils

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ permettraient un meilleur contrôle des frontières et que tout cela irait beaucoup mieux, donc oui évidemment ce sont des arguments populistes. »

Commentaires

=> À entendre les journalistes, le seul argument des partisans du Brexit aurait été celui de pouvoir contrôler l'immigration. Or il a été déjà rappelé ci-dessus que ce motif était certes important mais qu'il était second par rapport à celui de la souveraineté.

Il est fascinant de constater qu'au cours de cette émission de 7 minutes, le motif principal du Brexit - la souveraineté – n'a JAMAIS été évoqué.

Du reste, en quoi le fait de vouloir contrôler ses lois, son budget, sa monnaie ou sa frontière afin de défendre ses intérêts, serait un souhait populiste ou raciste ?

Les États-Unis, que l'on nous donne comme modèle implicite ou explicite 24 heures sur 24, mais aussi le Canada, la Nouvelle-Zélande et quelque 170 autres États du monde qui contrôlent leurs frontières de façon très stricte, peuvent-ils être considérés comme « populistes » ?

D'ailleurs, puisque les journalistes s'arrogent le monopole de déterminer ce qui est populiste et ce qui ne l'est pas, peuvent-ils nous dire comment ils qualifient François Hollande dont « le principal adversaire » - pendant la campagne présidentielle de 2012 - était « la finance sans visage » ? Non seulement ce fut un mensonge démagogique total, au vu de ses actes ultérieurs, mais c'était un propos qu'il eût été aisé de qualifier de « conspirationniste » et « populiste ». Pourquoi les journalistes ne l'ont-ils pas qualifié ainsi ?

Il faudrait aussi que les journalistes de France Info nous expliquent en quoi Nicolas Sarkozy, qui comparait, lors d'une grande réunion publique, les migrants à un problème de « canalisations engorgées » (occultant le fait qu'il avait lui-même participé à ouvrir ces canalisations en détruisant le gouvernement Libyen), ne mériterait pas non plus le surnom de « populiste ».

En bref : 2 poids, 2 mesures.

3ème EXTRAIT DE L'ÉMISSION

5'15 : -Bruno Denaes : « France info a évoqué ces millions d'Anglais qui pour certains ont voté pour le Brexit, mais qui aujourd'hui aimeraient revenir en arrière. Et là on m'écrit « c'est du parti-pris, en disant cela, vous remettez en cause un vote populaire », or tout cela est vrai. »

-Isabelle Labeyrie : « Oui, c'est pas du parti-pris du tout! On ne fait encore une fois que rendre compte de la réalité, et c'est vrai qu'après le vote de nombreux "brexiteurs" ont manifesté publiquement leur regret d'avoir voté Leave. Pas tous évidemment, mais il y a eu un sondage effectué par le Daily Mail dimanche dernier : il y a eu 17,4 millions de Britanniques qui ont voté pour le Brexit. Quelques jours après, 7% d'entre eux, c'est plus d'1 million de personnes, ont dit qu'ils regrettaient leur vote. [...]. Il y a eu aussi des prises de parole publiques, comme un éditorialiste très connu du Sun, qui a dit "je me suis peut-être trompé, je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve". Il faut dire que beaucoup ont voté sans savoir exactement pourquoi ils votaient, et quand ils ont vu les bourses chuter, quand ils ont vu que leur premier ministre démissionnait, quand ils ont vu l'Écosse qui se lançait à son tour sur la voie d'un referendum pour quitter le navire Britannique, quand ils ont compris qu'ils avaient cru à des mensonges, oui ils ont regretté leur vote. »

Commentaires

=> Heureusement qu'il n'y a aucun parti pris journalistique ! Pour que le débat revienne un peu sur terre, il faut retourner aux sources.

Si l'on examine en détail ce fameux sondage du Daily Mail sur le « regret des Brexiteurs »

- sur 467 votants pour le Brexit, 33 auraient affirmé avoir regretté leur vote. Soit 7,066% d'entre eux,
- sur 432 votants pour le maintien dans l'UE, 19 (soit 4,398%) auraient regretté leur vote

Même en supposant que ce sondage n'ait pas été trafiqué, les résultats qu'il donne, fondés sur un échantillon très faible, tendent à montrer :

- qu'il existerait des regrets dans les deux camps ;
- que ces regrets resteraient dans des pourcentages qui n'ont rien d'exceptionnel. En particulier, compte tenu de la campagne médiatique délirante lancée dès le résultat définitif connu et couvrant d'infamie les électeurs du Brexit, on peut même s'étonner que si peu de gens aient changé d'avis ;
- que ces regrets n'auraient d'ailleurs pas suffi à inverser le résultat final !

Il y a eu en effet 17 410 742 suffrages en faveur du Brexit et 16 141 241 suffrages en faveur du maintien. En supposant que le sondage est fiable et que toutes les personnes ayant exprimé un regret aient pu modifier leur choix en votant pour le camp adverse (ce qui reste à démontrer, certains auraient pu préférer ce réfugier dans l'abstention), on obtient :

$17\,410\,742 \times 7,066\% = 1\,230\,309$ électeurs « regrettant » d'avoir voté pour le Brexit et se décidant à voter pour le maintien,

$16\,141\,241 \times 4,398\% = 709\,916$ électeurs « regrettant » d'avoir voté pour le maintien et se décidant à voter pour le Brexit.

Au total, le nombre de voix obtenu par chaque camp aurait alors été :

Brexit : $17\,410\,742 - 1\,230\,309 + 709\,916 = 16\,890\,349$

Maintien : $16\,141\,241 + 1\,230\,309 - 709\,916 = 16\,661\,634$

Le Brexit aurait alors encore été gagnant, avec 50,34% des suffrages exprimés.

CONCLUSION

Ce que nous montre le parti-pris flagrant des journalistes, c'est que le vote souverain du peuple britannique déplaît à la caste de l'oligarchie euro-atlantiste qui s'est emparée du pouvoir.

Les techniques utilisées par un grand média comme Radio France – média public de surcroît – sont plus révoltantes les unes que les autres : minimisation délibérée de la portée du scrutin, dénigrement de l'intelligence des électeurs majoritaires, mépris confinant au racisme de classe et à la xénophobie contre 52% des Britanniques, ultra-médiatisation du camp des perdants présentés comme des victimes, tentative de légitimation d'un nouveau référendum annulant le premier, etc.

Voir et entendre des journalistes dénigrer à ce point - sans aucune pudeur ni prudence - un vote populaire s'étant déroulé dans des conditions normales, est un événement qui ne doit en aucun cas être banalisé.

Ce mépris du suffrage universel et la dé-légitimation de son résultat sont des choses d'une gravité exceptionnelle. Il est plus que temps que les Français se réunissent pour mettre le holà à cette dictature qui ne dit pas son nom.

Aurélien LAURENCEAU

Adhérent de l'UPR depuis mars 2012

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

NOTA : Nous invitons nos lecteurs à écrire au médiateur de Radio France pour lui demander poliment que l'UPR soit invitée sur les antennes de France Inter, France Information et France Culture, à proportion des 0,9% des suffrages obtenus lors des élections régionales du 6 décembre 2015.

Le courriel doit être adressé ici : <http://mediateur.radiofrance.fr/contact/mediateur/>